

mémentos

APPRENDRE

UTILE

2022/23

Corinne Renault-Brahinsky

Procédure pénale

À jour des lois :

- pour la confiance dans l'institution judiciaire (22/12/21)
- relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure (24/01/22)

23^e

Cours intégral et synthétique **+** Tableaux et schémas

Corinne Renault-Brahinsky

est Docteure en droit et auteure de nombreux livres de droit à destination des étudiants en droit (licence et master). Retrouvez-la sur Twitter (@CorinneRB) ou sur Facebook (L'auteurCorinne Renault-Brahinsky).

Du même auteur, chez le même éditeur

Collection « Carrés Rouge »

- *L'essentiel du Droit de la peine*, 3^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel du Droit des personnes*, 16^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel du Droit de la famille*, 21^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel du Droit des obligations*, 18^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel de la Procédure pénale*, 22^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel du Droit des successions*, 14^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel du Droit des régimes matrimoniaux*, 13^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel des Grands arrêts du droit des obligations*, 4^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel de la Réforme du droit des obligations*, 2^e éd. 2018.

Collection « Mémentos »

- *Droit des régimes matrimoniaux*, 13^e éd. 2022-2023.
- *Droit des obligations*, 19^e éd. 2022-2023.
- *Procédure pénale*, 23^e éd. 2022-2023.
- *Droit des personnes et de la famille*, 21^e éd. 2022-2023.
- *Droit des successions*, 13^e éd. 2022-2023.

Collection « Droit en poche »

- *La réforme de la justice pénale des mineurs*, 2^e éd. 2021.
- *La loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice décryptée*, 2019.
- *Le nouveau divorce sans juge*, 2017.
- *Le nouveau droit des contrats*, 2^e éd. 2018.

Suivez-nous sur



www.gualino.fr

Contactez-nous gualino@lextenso.fr



© 2022, Gualino, Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
978-2-297-17575-3
ISSN 2680-073X

mémentos

APPRENDRE

UTILE

2022/23

Corinne Renault-Brahinsky

Procédure pénale

À jour des lois :

- pour la confiance dans l'institution judiciaire (22/12/21)
- relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure (24/01/22)

23^e

Cours intégral
et synthétique **+** Tableaux
et schémas

mémentos

APPRENDRE

UTILE

- C'est un cours complet et synthétique avec des aides pédagogiques différenciées.
- Il correspond à un enseignement dispensé en Licence et Master.
- Il est entièrement rédigé de manière structurée, claire et accessible.
- Il est à jour de l'actualité la plus récente.

Chez le même éditeur

- Amphi LMD
- Mémentos
- Exos LMD
- Méthodo LMD
- Carrés Rouge
- Annales corrigées et commentées
- Master
- En Poche
- Droit Expert
- Droit en poche
- Petit Lexique
- Hors collection

Présentation

La procédure pénale a fait l'objet au cours des trente dernières années de réformes successives et contradictoires notamment en matière de détention provisoire, de garde à vue, de contrôle d'identité ou de délinquance des mineurs. Ces modifications fréquentes ont rendu encore plus complexe une matière qui l'était déjà.

Cet ouvrage présente l'ensemble des connaissances indispensables en matière de **Procédure pénale** à destination des étudiants en licence ou master de droit, des candidats aux divers concours administratifs comportant cette épreuve (concours d'entrée à l'École nationale de la Magistrature, examen d'entrée au Centre de formation des avocats, concours d'entrée à l'École des commissaires de police...) ainsi qu'à tous les professionnels (travailleurs sociaux, secteur associatif...) désireux de comprendre les différentes étapes d'une procédure devant une juridiction pénale.

L'ouvrage est à jour de la loi n° 2021-218 du 26 février 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du Code de la justice pénale des mineurs dont l'entrée en vigueur est prévue le 30 septembre 2021. Il intègre également les dispositions de la loi n° 2021-401 du 8 avril 2021 améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale.

Sont successivement développés :

- l'évolution de la procédure pénale française, les principes directeurs de la procédure pénale ;
- les acteurs du procès pénal : organes de police, juridictions répressives ;
- les actions nées de l'infraction : action publique, action civile ;
- l'enquête policière : modalités de l'enquête, contrôles et vérifications d'identité, garde à vue ;

- l’instruction : cadre de l’instruction, actes de l’instruction, mesures limitatives ou privatives de liberté ;
- le jugement : procédure, voies de recours ;
- le mineur : principes directeurs, enquête, poursuite.

Chaque chapitre est complété par une bibliographie qui recense les principaux développements doctrinaux existant sur chaque thème.

L’ouvrage est à jour de la *loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l’institution judiciaire* et de la *loi n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure*.

Plan de cours

Présentation

5

PARTIE 1

Les fondements de la procédure pénale française

Chapitre 1 Les caractères généraux de la procédure pénale française 23

- 1 Les différents types de procédures 23
 - A - La procédure de type accusatoire 23
 - B - La procédure de type inquisitoire 24
 - C - Le système mixte français 24
- 2 Les sources de la procédure pénale 25
 - A - La loi et le Code de procédure pénale 25
 - B - Le Conseil constitutionnel 25
 - C - Les sources internationales et européennes 25

Chapitre 2 Les principes directeurs de la procédure pénale 29

- 1 Les principes relatifs à l'organisation judiciaire 29
 - A - La séparation des fonctions judiciaires 29
 - 1) La séparation de la poursuite et de l'instruction 30
 - 2) La séparation des fonctions d'instruction et de jugement 30
 - 3) La séparation des fonctions de poursuite et de jugement 30
 - B - Le principe du double degré de juridiction 31

<i>C - Le principe de l'unité des juridictions civiles et pénales</i>	31
<i>D - Le principe de collégialité</i>	32
<i>E - Les principes d'indépendance et d'impartialité</i>	32
2 Les garanties procédurales pendant le procès pénal	32
<i>A - L'accès au juge</i>	32
<i>B - Les droits de la défense, le principe du contradictoire et l'égalité des armes</i>	33
<i>C - La célérité de la procédure</i>	33
<i>D - La publicité de la procédure</i>	34
3 La preuve en matière pénale	34
<i>A - La charge de la preuve</i>	34
1) La preuve incombe à la partie poursuivante	34
<i>a) Le principe de la présomption d'innocence</i>	34
<i>b) L'objet de la preuve : la caractérisation de l'infraction</i>	35
2) Les limites à la présomption d'innocence : les présomptions de culpabilité	36
<i>B - Les modes de preuve</i>	36
1) La liberté de la preuve	36
<i>a) La liberté dans l'admissibilité de la preuve</i>	36
<i>b) La liberté dans l'appréciation de la preuve : l'intime conviction</i>	37
2) La légalité de la preuve	37
<i>a) La loyauté de la preuve</i>	38
<i>b) Les autres aspects de la légalité de la preuve</i>	38

PARTIE 2

Les acteurs du procès pénal

Chapitre 3 Les organes de police	43
1 La composition de la police judiciaire	43
<i>A - Les officiers de police judiciaire</i>	43
<i>B - Les agents de police judiciaire</i>	44
<i>C - Les agents de police judiciaire adjoints</i>	45
<i>D - Les fonctionnaires et agents chargés de certaines fonctions de police judiciaire</i>	45
<i>E - Les autorités judiciaires</i>	46
2 Les missions de la police judiciaire	46
<i>A - La compétence matérielle de la police judiciaire</i>	46
1) La mission des OPJ	46
2) La mission des APJ	46
3) La mission des APJA	47
4) Les missions de police judiciaire des autorités judiciaires	47
<i>B - La compétence territoriale de la police judiciaire</i>	48

Chapitre 4 Les juridictions répressives	51
1 Les juridictions d'instruction	51
<i>A - Le juge d'instruction et les pôles de l'instruction</i>	51
1) Le juge d'instruction	51
2) Les pôles de l'instruction	52
<i>B - La chambre de l'instruction</i>	53
1) Les attributions spécifiques du Président de la chambre de l'instruction	53
2) Les fonctions et attributions de la Chambre de l'instruction	53
2 Les juridictions de jugement	54
<i>A - Les juridictions de droit commun</i>	55
1) Le tribunal de police	55
2) Le tribunal correctionnel	55
a) Compétence	55
b) Composition	56
3) La cour d'assises	56
4) La cour criminelle départementale	57
5) Les juridictions d'appel	58
a) La chambre des appels correctionnels	58
b) La cour d'assises d'appel	59
<i>B - Les juridictions spécialisées</i>	59
1) La Haute Cour	59
2) La Cour de justice de la République	59
3) Les juridictions militaires	60
4) Les juridictions de droit commun « à composition spéciale »	60
5) Les juridictions pour mineurs	61
3 Les dérogations aux règles générales de compétence	61
<i>A - La plénitude de juridiction de la cour d'assises</i>	61
<i>B - La correctionnalisation judiciaire</i>	61
1) Les procédés de correctionnalisation	61
2) La valeur de la correctionnalisation	61
<i>C - La règle « le juge de l'action est juge de l'exception »</i>	62
<i>D - La prorogation de compétence</i>	63
<i>E - Les compétences spéciales</i>	63

PARTIE 3

Les actions nées de l'infraction

Chapitre 5 L'action publique	69
1 Les titulaires de l'action publique	69
<i>A - Le Ministère public</i>	69
1) L'organisation du Ministère public	70

2) Les caractères du Ministère public	71
a) <i>Le Ministère public est irrécusable et irresponsable</i>	71
b) <i>Le Ministère public est indépendant</i>	71
c) <i>Le Ministère public est hiérarchisé</i>	71
d) <i>Le Ministère public est indivisible</i>	72
B - <i>Le déclenchement de l'action publique par certaines administrations</i>	73
C - <i>Le déclenchement de l'action publique par le Défenseur des droits</i>	73
D - <i>Le déclenchement de l'action publique par la victime</i>	73
2 Les modalités de déclenchement de l'action publique	73
A - <i>L'opportunité des poursuites</i>	74
1) La liberté d'action du Ministère public	74
2) Les obstacles à l'action du Ministère public	74
B - <i>Le classement sans suite</i>	75
C - <i>Les alternatives aux poursuites ou « troisième voie »</i>	75
1) Le classement sous condition	75
2) La composition pénale	76
a) <i>Les conditions de la composition pénale</i>	76
b) <i>La mise en œuvre de la composition pénale</i>	76
c) <i>Les effets de la composition pénale</i>	77
D - <i>Le déclenchement des poursuites par le Ministère public</i>	77
1) La saisine d'une juridiction d'instruction : le réquisitoire introductif d'instance	77
2) La saisine d'une juridiction de jugement	78
a) <i>La convocation après présentation au parquet</i>	78
b) <i>La convocation sans présentation au parquet</i>	84
3 L'extinction de l'action publique	86
A - <i>La prescription</i>	86
1) La durée du délai de prescription	86
2) Le calcul du délai de prescription	87
a) <i>Le point de départ du délai de prescription</i>	87
b) <i>La suspension ou l'interruption du délai de prescription</i>	87
c) <i>Le recul du délai de prescription</i>	88
B - <i>La mort du délinquant</i>	88
C - <i>L'amnistie</i>	89
D - <i>L'abrogation de la loi pénale</i>	89
E - <i>La transaction et la composition pénale</i>	89
F - <i>Le retrait de la plainte</i>	90
G - <i>La chose jugée</i>	90
1) L'autorité de la chose jugée au criminel sur le criminel	90
a) <i>Devant les juridictions d'instruction</i>	91
b) <i>Devant les juridictions de jugement</i>	91
2) L'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil	91

Chapitre 6	L'action civile	95
1	Le déclenchement de l'action civile	95
	A - Le droit d'option de la victime	95
	B - L'action civile exercée devant la juridiction répressive	96
	1) La voie de l'action	96
	a) La citation directe	97
	b) La constitution de partie civile	97
	2) La voie de l'intervention	99
	C - L'action civile exercée devant la juridiction civile	100
2	L'exercice de l'action civile	101
	A - Le demandeur à l'action civile	101
	1) Les conditions générales d'action de la victime	101
	2) Les conditions particulières de l'action civile des personnes morales	101
	a) Les groupes professionnels	102
	b) Les personnes morales de droit public	102
	3) L'action civile exercée par d'autres personnes que la victime	103
	B - Les défendeurs à l'action civile	103
3	L'extinction de l'action civile	105
	A - La prescription	105
	B - Les autres causes d'extinction de l'action civile	105

PARTIE 4

L'enquête policière

Chapitre 7	Les modalités de l'enquête	109
1	L'enquête de flagrance	109
	A - Les cas de flagrance	110
	B - Les caractéristiques générales de l'enquête de flagrance	111
2	L'enquête préliminaire	111
Chapitre 8	Le droit commun des actes de l'enquête de police	115
1	Les transports, constatations et vérifications	115
	A - L'information du procureur de la République et le transport sur les lieux	115
	B - Les mesures conservatoires	116
	C - Les prélèvements externes et relevés signalétiques	117
	D - Les réquisitions	117
2	Les perquisitions et saisies	118

3 Les auditions	120
<i>A - Les principes communs</i>	120
<i>B - L'audition de la personne non soupçonnée</i>	121
<i>C - L'audition de la personne soupçonnée</i>	121
4 Les mesures de surveillance	122
<i>A - La géolocalisation</i>	122
<i>B - L'accès aux télécommunications</i>	123
<i>C - L'enquête sous pseudonyme</i>	123

Chapitre 9 L'enquête en matière de criminalité organisée 125

1 Les mesures de surveillance	125
<i>A - La surveillance proprement dite</i>	125
<i>B - L'infiltration</i>	126
2 La garde à vue	127
3 Les perquisitions	127
4 L'accès à distance aux correspondances électroniques	128
5 Les autres techniques spéciales d'enquête	128
<i>A - Les dispositions communes</i>	128
<i>B - Le recueil des données techniques de connexion aux fins d'interceptions de correspondances électroniques</i>	129
<i>C - La sonorisation et la fixation d'images</i>	130
<i>D - La captation de données informatiques</i>	130

Chapitre 10 La garde à vue 133

1 Le placement en garde à vue	133
<i>A - La compétence en matière de placement en garde à vue</i>	133
<i>B - Le fondement du placement en garde à vue</i>	134
<i>C - La durée de la garde à vue</i>	134
2 Les garanties accordées au citoyen lors de la garde à vue	136
<i>A - L'information du procureur de la République</i>	136
<i>B - Les notifications et le procès-verbal</i>	137
<i>C - L'enregistrement audiovisuel des auditions</i>	138
<i>D - L'examen médical</i>	138
<i>E - L'appel téléphonique</i>	139
<i>F - Le rôle de l'avocat</i>	141
1) L'entretien avec l'avocat	141
2) L'assistance de l'avocat	142
<i>G - La sanction des irrégularités de la garde à vue</i>	143

Chapitre 11 Les contrôles et vérifications d'identité	145
1 Les contrôles d'identité	145
A - Les contrôles de police judiciaire	146
B - Les contrôles de police administrative	146
1) Les contrôles à l'initiative de la police judiciaire	146
2) Les contrôles à l'initiative du procureur de la République	147
3) Les contrôles des titres de séjour des étrangers	147
2 La vérification d'identité	148
A - La retenue de droit commun	148
1) Le cadre de la vérification d'identité	148
2) Les garanties accordées au citoyen	149
B - La retenue liée à des activités terroristes	149

PARTIE 5 L'instruction

Chapitre 12 Le cadre de l'instruction	153
1 La saisine de la juridiction d'instruction	153
A - Les modalités de la saisine	153
1) Le réquisitoire introductif d'instance	153
2) La désignation du juge d'instruction	153
B - L'étendue de la saisine	154
C - L'information de la victime	154
2 Le contrôle de l'instruction	155
A - Le contrôle des actes de l'instruction	155
1) Le domaine des nullités	155
a) L'existence d'une irrégularité	155
b) L'exigence d'un grief	155
2) La mise en œuvre des nullités	156
3) Les effets de la nullité	157
B - Le contrôle des actes juridictionnels du juge d'instruction	157
1) Les conditions de l'appel	157
2) Les effets de l'appel	159
C - Les pouvoirs exceptionnels de la chambre de l'instruction	159
1) Le pouvoir de révision de l'instruction	159
2) Le pouvoir d'évocation de la chambre de l'instruction	160
3) L'audience spécifique sur l'ensemble de la procédure	160
D - Le pourvoi en cassation contre un arrêt de la chambre de l'instruction	161
1) Les conditions du pourvoi	161
2) Les effets du pourvoi	162
3 La clôture de l'instruction	162

A - <i>L'avis de fin d'information</i>	162
B - <i>L'ordonnance de règlement</i>	163
1) Le non-lieu	164
2) Le renvoi devant la juridiction compétente	164
a) <i>En matière de contraventions</i>	165
b) <i>En matière de délits</i>	165
c) <i>En matière de crime</i>	166

Chapitre 13 Les actes de l'instruction 169

1 Les auditions et interrogatoires	170
A - <i>L'audition des témoins simples</i>	170
B - <i>L'audition de la partie civile</i>	171
C - <i>L'audition de la personne mise en examen</i>	171
1) L'interrogatoire de première comparution	171
2) La mise en examen	173
3) Les interrogatoires ultérieurs	173
D - <i>L'audition du témoin assisté</i>	174
1) Les personnes entendues en tant que témoins assistés	174
2) Les droits du témoin assisté	174
E - <i>Les confrontations</i>	176
2 Les expertises	176
3 L'enquête sociale ou de personnalité	177
4 Les autres actes de l'instruction	178
A - <i>Les perquisitions et saisies</i>	178
B - <i>Les réquisitions</i>	179
C - <i>Les mesures de surveillance</i>	179
1) La géolocalisation	179
2) L'interception des correspondances émises par voie électronique	180
5 Les actes de l'instruction en matière de délinquance et de criminalité organisées	181

Chapitre 14 Les mesures limitatives ou privatives de liberté 183

1 Les mandats	183
A - <i>Le mandat de recherche</i>	184
B - <i>Le mandat de dépôt</i>	184
C - <i>Les mandats de comparution, d'amener ou d'arrêt</i>	185
2 Le contrôle judiciaire	185
A - <i>La décision de mise sous contrôle judiciaire</i>	186
B - <i>Les effets du contrôle judiciaire</i>	186
1) Le contenu des obligations du contrôle judiciaire	186
2) Le non-respect des obligations du contrôle judiciaire	187

C - La durée du contrôle judiciaire	187
3 L'assignation à résidence avec surveillance électronique	188
A - Les conditions de l'ARSE	188
B - Les effets de l'ARSE	189
1) Les modalités	189
2) La durée	189
4 La détention provisoire	190
A - Les conditions de la mise en détention provisoire	190
1) Les conditions de fond	190
a) Les conditions tenant à la peine encourue	190
b) Les conditions tenant aux motifs	190
2) Les conditions de forme	191
a) La saisine du juge des libertés et de la détention	191
b) L'incarcération provisoire	192
c) Le débat contradictoire	192
d) La décision du juge des libertés et de la détention	193
e) Le recours contre la décision de mise en détention provisoire et le « référé-liberté »	193
B - Les effets du placement en détention provisoire	194
1) La durée de la détention provisoire	194
a) En matière criminelle	194
b) En matière correctionnelle	195
c) En cas de révocation du contrôle judiciaire ou de l'assignation à résidence	196
2) La fin de la détention provisoire	197
a) La fin de la détention provisoire au cours de l'instruction	197
b) Le recours contre la décision de mise en liberté : le « référé-détention »	198
c) La fin de la détention provisoire à la clôture de l'instruction	199
d) L'indemnisation en cas de relaxe ou d'acquittement	200

PARTIE 6

Le jugement

Chapitre 15 Le déroulement du jugement	205
1 La saisine de la juridiction de jugement	205
A - La saisine du tribunal de police et du tribunal correctionnel	205
1) Les modes de saisine communs	205
2) Les modes de saisine propres au tribunal correctionnel	206
B - La saisine de la cour d'assises	206
2 L'audience et les débats	206
A - L'audience devant le tribunal correctionnel	206

1) La procédure ordinaire	206
a) <i>Les caractères généraux de la procédure à l'audience</i>	206
b) <i>Le déroulement des débats</i>	207
c) <i>Le jugement</i>	208
2) Les procédures simplifiées	208
a) <i>L'ordonnance pénale</i>	209
b) <i>L'amende forfaitaire délictuelle</i>	210
<i>B - L'audience devant le tribunal de police</i>	211
1) La procédure ordinaire	211
2) Les procédures simplifiées	211
a) <i>L'ordonnance pénale contraventionnelle</i>	211
b) <i>L'amende forfaitaire contraventionnelle</i>	212
<i>C - La procédure devant la cour d'assises</i>	212
1) Les formalités antérieures à l'ouverture de l'audience	212
2) Les règles générales relatives au déroulement des débats	213
a) <i>La publicité des débats ou le huis clos</i>	213
b) <i>La prise de parole et le principe du contradictoire</i>	214
c) <i>Les pouvoirs du président et du Ministère public</i>	214
3) Les formalités tenant à l'ouverture de l'audience	214
4) La suite des débats	215
5) La lecture des questions à la Cour et au jury	216
6) La délibération	217
7) La décision	218

Chapitre 16 Les voies de recours 221

1 Les voies de recours ordinaires	221
<i>A - L'appel</i>	221
1) L'appel devant la Chambre des appels correctionnels de la cour d'appel	221
a) <i>Les conditions de l'appel</i>	221
b) <i>Les modalités de l'appel</i>	222
c) <i>Les effets de l'appel</i>	223
2) L'appel devant la cour d'assises d'appel	225
<i>B - L'opposition</i>	226
1) Les conditions de l'opposition	226
2) Les effets de l'opposition	227
3) Le défaut criminel	228
2 Les voies de recours extraordinaires	229
<i>A - La cassation</i>	229
1) Les conditions du pourvoi en cassation	230
a) <i>Les cas d'ouverture</i>	230
b) <i>Les autres conditions</i>	230
2) La décision de la Cour de cassation	231
<i>B - La révision et le réexamen</i>	232
1) Les conditions de fond de la révision et du réexamen	232

2) La procédure de révision et de réexamen	233
a) L'examen par la commission d'instruction	234
b) L'examen par la formation de jugement	234
3) Les effets de la révision et du réexamen	235

PARTIE 7

Le mineur

Chapitre 17 Les principes directeurs de la justice pénale des mineurs 239

1 L'atténuation de responsabilité des mineurs	239
2 L'objectif de relèvement éducatif et moral du mineur	240
3 La spécialisation des juridictions et l'adaptation des procédures	241
A - Le principe de spécialisation des juridictions	241
1) La spécialisation du Ministère public	241
2) La spécialisation des juridictions d'instruction	242
3) La spécialisation des juridictions de jugement	242
B - L'existence de procédures appropriées aux mineurs	243

Chapitre 18 Le mineur pendant l'enquête de police 245

1 Les vérifications d'identité	245
2 L'audition libre	245
3 La retenue et la garde à vue	246
A - La retenue	246
1) Conditions de la retenue	246
2) Mise en œuvre de la retenue	246
B - La garde à vue	247
1) Mise en œuvre de la garde à vue	247
2) L'enregistrement audiovisuel des auditions	248

Chapitre 19 La poursuite du mineur 249

1 La procédure de mise à l'épreuve éducative	250
A - L'audience d'examen sur la culpabilité	250
B - La mise à l'épreuve éducative	252
1) L'expertise médicale ou psychologique	253
2) La mesure judiciaire d'investigation éducative	253
3) La mesure éducative judiciaire provisoire	253
4) Le contrôle judiciaire et l'ARSE	253
a) Le contrôle judiciaire	254
b) L'assignation à résidence avec surveillance électronique	254

5) L'inexécution des mesures de mise à l'épreuve	255
<i>C - L'audience de prononcé de la sanction</i>	255
2 Les autres modalités de poursuite du mineur	256
<i>A - La procédure de jugement en audience unique</i>	256
<i>B - La saisine du juge d'instruction chargé des affaires de mineurs</i>	258
1) Le cadre général de l'instruction	258
2) Les mesures éducatives et de sûreté lors de l'information judiciaire	258
<i>a) Les mesures éducatives pendant l'instruction</i>	258
<i>b) Les mesures de sûreté pendant l'instruction</i>	259
3) La clôture de l'instruction	260
<i>a) Les ordonnances de règlement</i>	260
<i>b) Le maintien de la mesure éducative et des mesures de sûreté</i>	260
4) Le jugement du mineur en matière criminelle	261
<i>C - La saisine du tribunal de police</i>	262
<i>D - Les alternatives aux poursuites et la composition pénale appliquées aux mineurs</i>	262
1) Les alternatives aux poursuites	262
2) La composition pénale	263
3 Les voies de recours	264
Bibliographie	265
Index	267

Liste des principales abréviations

AJDA	Actualité juridique droit administratif
AJ pén.	Actualité juridique droit pénal (Dalloz)
APJ	Agent de police judiciaire
APJA	Agent de police judiciaire adjoint
ARSE	Assignation à Résidence sous Surveillance Électronique
Bull. crim.	Bulletin des arrêts de la Ch. criminelle de la Cour de cassation
Cass. ass. plén.	Assemblée plénière de la Cour de cassation
Cass. ch. mixte	Chambre mixte de la Cour de cassation
Cass. ch. réunies	Chambres réunies de la Cour de cassation
chron.	Chronique
Cass. 1 ^{re} civ. (2 ^e , 3 ^e)	Chambre civile, 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e , de la Cour de cassation
C. civ.	Code civil
CEDH	Cour européenne des droits de l'Homme
C. envir.	Code de l'environnement
CJM	Code de justice militaire
CJPM	Code de la justice pénale des mineurs
CJUE	Cour de justice de l'Union européenne
COJ	Code de l'organisation judiciaire
C. pén.	Code pénal
CPP	Code de procédure pénale
CRPC	Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité
D.	Recueil Dalloz
Dr. pén.	Revue Droit pénal
Gaz. Pal.	Gazette du Palais
JAP	Juge de l'application des peines
JCP	Semaine juridique
JLD	Juge des libertés et de la détention
LPA	Les Petites Affiches
LPF	Livre des procédures fiscales
OPJ	Officier de police judiciaire
Ord.	Ordonnance
RDSS	Revue de droit sanitaire et social
Req.	Chambre des requêtes du Conseil d'État
Rev. crim. et police techn.	Revue criminelle et de police technique
RID pén.	Revue internationale de droit pénal
RPDP	Revue pénitentiaire et de droit pénal
RSC	Revue de sciences criminelles et de droit pénal comparé
RTD civ.	Revue trimestrielle de droit civil

